



PCF

Partenariat de collaboration
sur les forêts

Inverser le cours de la déforestation: défis et possibilités

*Déclaration conjointe du
Partenariat de collaboration
sur les forêts*



DEPARTMENT OF
ECONOMIC AND
SOCIAL AFFAIRS



Arrêter la déforestation est un levier essentiel de la Décennie d'action, qui vise à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 et se propose de répondre à la «quadruple urgence planétaire», marquée par une crise du climat, une crise de la nature, une crise des inégalités et une crise de la santé globale. Cela requiert une action concertée de la part des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, afin de réaliser un changement transformationnel dans les systèmes alimentaires et de promouvoir des chaînes de valeur agricoles et forestières durables, en mesure de stopper le déboisement.

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a appelé à intensifier l'action pour «inverser le cours de la déforestation», déclarant que «nous devons arrêter le déboisement, restaurer les forêts dégradées et changer notre manière de pratiquer l'agriculture» (Sommet sur l'action climatique, septembre 2019).

Cette déclaration conjointe du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) présente des faits et des chiffres solides sur l'état actuel de la déforestation et sur les services multidimensionnels fournis par les forêts. Elle se propose aussi d'aider les pays et les autres parties prenantes majeures à affronter la question. La déclaration s'appuie sur les résultats et les recommandations de la Conférence internationale du PCF «De l'aspiration à l'action – travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières» tenue en 2018.

Le Partenariat de collaboration sur les forêts joue un rôle clé dans l'établissement d'un consensus et d'une cohérence des politiques, dans le but de protéger et gérer durablement les forêts, fournir des données et des analyses utiles lors de la recherche de solutions et d'accords, et accélérer l'action menée dans les pays, grâce à la participation et à l'appui technique apporté aux membres.



1

La déforestation et la dégradation des forêts continuent de se produire à un rythme alarmant, la vitesse étant croissante en Afrique. Bien que le déboisement ait ralenti voire reculé dans certaines régions, les progrès ont été insuffisants pour permettre d'atteindre la cible 15.2 des ODD, qui préconisait de gérer durablement tous les types de forêt, et d'arrêter et inverser la déforestation avant 2020. Les forêts couvrent 31 pour cent de la superficie terrestre de la planète, à savoir un peu plus de 4 milliards d'hectares. Près de la moitié de la superficie forestière est relativement intacte, et plus d'un tiers consiste en forêts primaires. D'après les estimations, 420 millions d'hectares de forêt ont été perdus depuis 1990 au travers du déboisement. De 2015 à 2020, le taux de déforestation a été estimé à 10 millions d'hectares par an, un chiffre inférieur aux 16 millions d'hectares annuels dans les années 1990. À l'échelle mondiale, le taux de déboisement dépasse le taux de l'expansion des forêts – à travers la régénération naturelle, le boisement et le reboisement –, ce qui se traduit par une perte nette de 178 millions d'hectares de forêt depuis 1990. Les gains et les pertes de superficie forestière adviennent généralement dans des types de forêt différents, ce qui se traduit par un déclin de la superficie totale de forêts primaires et, en conséquence, une perte de leurs irremplaçables valeurs sociales, climatiques et écologiques^{1 2 3}. Entre 2010 et 2020, l'Afrique a connu la plus haute perte nette de superficie forestière, suivie par l'Amérique du Sud. Depuis 1990, l'Afrique notifie une augmentation du rythme de la perte nette, tandis qu'en Amérique du Sud les pertes ont diminué substantiellement – de plus de la moitié depuis 2010 – en comparaison de la décennie précédente. L'Asie a montré le gain net de superficie forestière le plus élevé pour la période 2010-2020⁴.

2

À défaut d'arrêter et inverser la déforestation, les objectifs climatiques ne peuvent pas être atteints. Les forêts font partie intégrante de la solution au problème climatique. La réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) demeure un élément crucial des engagements internationaux et des stratégies nationales en matière de climat. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) nettes d'origine anthropique dues aux forêts et aux autres utilisations des terres – principalement les émissions dues au déboisement – représentent 11 pour cent des émissions globales⁵⁶. Certains scientifiques mettent en garde contre le fait que, si le déboisement des forêts tropicales, en particulier en Amazonie, devait atteindre un seuil écologique critique (les transformant en terrains broussailleux), les objectifs climatiques deviendraient inatteignables⁷. En outre, agir dans l'immédiat pour éviter de telles mutations écologiques drastiques serait considérablement moins coûteux que de tenter d'inverser la tendance par la suite⁸. Un vaste éventail de solutions fondées sur la nature peut apporter près d'un tiers des mesures rentables d'atténuation du changement climatique requises d'ici à 2030 pour stabiliser le réchauffement au-dessous de 2° C⁹. Parmi ces solutions, réduire le déboisement et la dégradation des forêts – y compris les tourbières et les mangroves – compte parmi les options

les plus efficaces, les plus mûres et les plus solides¹⁰. De nombreux pays ont inclus l'utilisation durable des terres au sein de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), et plus de 50 pays font spécifiquement référence à la REDD+ dans leurs CDN¹¹.

3

Les forêts abritent la plupart de la biodiversité terrestre de la planète, mais cette précieuse richesse est menacée par le déboisement et la dégradation des forêts. Les forêts devraient avoir une place de choix dans le cadre mondial post 2020 relatif à la biodiversité. Les forêts fournissent leur habitat à 80 pour cent des espèces d'amphibiens, 75 pour cent des espèces d'oiseaux et 68 pour cent des espèces de mammifères¹². Environ 60 pour cent de toutes les plantes vasculaires se trouvent dans les forêts tropicales¹³. Les mangroves fournissent des aires de reproduction et des zones d'alevinage à de nombreuses espèces de poissons et crustacés¹⁴. On estime que 75 pour cent des 115 principales cultures alimentaires du globe – qui représentent ensemble 35 pour cent de la production alimentaire mondiale – bénéficient des services de pollinisation rendus par les animaux¹⁵, dont un grand nombre vivent dans les forêts. La biodiversité des forêts varie considérablement en fonction de facteurs tels que le type de forêt, la géographie, le climat et les sols – en plus de la pression exercée par l'homme. Le déboisement et la dégradation des forêts contribuent de manière significative à la perte actuelle de biodiversité. Il a été montré que la diminution de la taille des parcelles forestières et leur isolement croissant réduisent l'abondance des oiseaux, des mammifères et des insectes de 20 à 75 pour cent, affectant des fonctions écologiques telles que la dissémination des semences – modifiant ainsi la structure des forêts – tout en contribuant aussi à limiter la fourniture de services écosystémiques tels que le piégeage du carbone, le contrôle de l'érosion, la pollinisation et le cycle des éléments nutritifs¹⁶. Un index spécialisé représentant la santé des écosystèmes forestiers, axé sur les espèces tributaires des forêts, a chuté de 53 pour cent entre 1970 et 2014, mettant en lumière le risque accru que ces espèces soient menacées de disparaître¹⁷. Seules 40 pour cent des forêts du monde ont encore un degré d'intégrité élevé¹⁸, les forêts de conifères boréales et les forêts pluviales tropicales étant les moins morcelées et les plus continues^{19 20}. En revanche, dans les bassins de l'Amazonie et du Congo, la conversion à d'autres utilisations des terres provoque des changements rapides. Des indices composites de biodiversité, comprenant la richesse et la régularité des espèces, doivent encore être élaborés pour pouvoir estimer avec plus d'exactitude la viabilité des forêts.

4

Les forêts sont une source de moyens d'existence durables, de prospérité et de résilience. Les forêts gérées selon un mode viable fournissent des moyens de subsistance, de l'énergie et une sécurité alimentaire à de nombreuses populations rurales pauvres. À travers le monde, environ un milliard de personnes dépendent à un certain degré d'aliments forestiers tels que la viande de chasse, les insectes et les plantes comestibles, les champignons et les poissons²¹. Quelque 2,4 milliards

d'individus – aussi bien dans les milieux urbains que dans les milieux ruraux – utilisent l'énergie tirée du bois pour faire la cuisine²². Grossièrement un tiers de la population mondiale est étroitement tributaire des forêts et des produits forestiers²³. Environ 820 millions de personnes vivent dans les forêts tropicales ou les savanes²⁴, et une population estimée de 1,2 milliard d'individus dépend de systèmes de production agroforestiers²⁵. Les forêts jouent un rôle clé dans la sécurité de l'eau de plus de la moitié de la population mondiale, ainsi que pour répondre à ses besoins domestiques, agricoles et/ou industriels²⁶. Les chaînes de valeur de produits forestiers durables, inclusives et diversifiées accroissent la valeur des forêts, utilisent efficacement les ressources renouvelables et contribuent à promouvoir une consommation et une production viables, tout en élargissant l'utilisation de ressources forestières renouvelables en remplacement des matières et des sources d'énergie non renouvelables²⁷. Si l'on prend en compte les emplois directs, indirects et induits, le secteur forestier formel offre globalement quelque 45 millions d'emplois et un revenu du travail excédentaire de 580 millions de dollars des États-Unis (ci-après dollars) par an²⁸. On estime que le secteur informel procure des emplois à 41 millions de personnes supplémentaires²⁹. Les forêts et les arbres contribuent à la résilience des écosystèmes et fournissent des services environnementaux qui réduisent la vulnérabilité des communautés locales face au changement climatique. Lorsque les catastrophes frappent ou que les récoltes sont mauvaises, les forêts servent de filets de sécurité, en mesure de procurer aux communautés touchées des denrées alimentaires et des revenus³⁰. Les écosystèmes forestiers gérés durablement peuvent aussi aider à minimiser la probabilité de pertes agricoles dérivant de la sécheresse, de l'érosion des sols, des glissements de terrain et des inondations.

La COVID-19 et la déforestation

Des forêts saines et résilientes sont essentielles pour diminuer le risque de zoonoses. La déforestation amplifie les risques pour la santé, tels que ceux posés par l'épidémie de COVID-19³¹. On considère qu'au moins 60 pour cent des infections humaines ont une origine animale^{32 33}.³⁴ Lorsque les forêts sont défrichées à des fins agricoles, les contacts plus importants et la plus grande exposition aux vecteurs des agents pathogènes de la faune sauvage augmentent le risque de transmission de zoonoses (maladies passant de l'animal à l'homme)³⁵. La pression accrue sur les forêts et les autres écosystèmes, conjuguée au changement climatique, compte parmi les facteurs anthropiques entraînant l'apparition de zoonoses, et augmentant ainsi les risques de futures pandémies^{36 37 38}. Par ailleurs, la pollution atmosphérique provoquée par la biomasse brûlée lors des processus de défrichage des terres peut exacerber les problèmes respiratoires associés à la COVID-19 et exercer une pression supplémentaire sur des services de santé déjà surchargés^{39 40}.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé la pression du déboisement et accru l'urgence d'agir en faveur de la gestion durable des forêts. La pandémie de COVID-19 a généré tout un éventail de risques supplémentaires qui pourraient se traduire par un accroissement considérable du déboisement, notamment en termes d'affaiblissement de l'application des lois, d'augmentation des activités illégales dans les forêts et de dérégulation et relâche des réglementations environnementales⁴¹. Les confinements ont conduit à des bouleversements dans les marchés et les chaînes d'approvisionnement et provoqué des pertes d'emplois, déclenchant une migration inversée vers les zones rurales et augmentant la pression exercée sur les forêts pour subvenir aux besoins de subsistance. La détresse socioéconomique résultant de la pandémie de COVID-19 est maintenant en train d'exacerber et d'approfondir les inégalités préexistantes, faisant émerger des vulnérabilités dans les systèmes sociaux, politiques, économiques et écologiques, qui à leur tour amplifient les impacts de la pandémie⁴². Selon la Banque mondiale, entre 88 et 105 millions de personnes pourraient être poussées dans un état d'extrême pauvreté, ramenant en arrière d'environ trois ans le niveau de réduction de la pauvreté⁴³.

Pour «reconstruire en mieux», il est nécessaire d'arrêter la déforestation et d'augmenter les investissements dans la restauration des écosystèmes. Des forêts saines sont essentielles pour «reconstruire en mieux» et doivent faire partie intégrante de l'approche «Une seule santé», qui vise à obtenir les meilleurs résultats en matière de santé en reconnaissant les interconnexions entre les hommes, les animaux, les plantes et leur environnement commun. La mesure dans laquelle les efforts globaux pour répondre à l'urgence climatique réussiront ou échoueront dépendra de la manière dont nous reconstruisons nos économies aujourd'hui⁴⁴. Des ressources appropriées destinées à gérer durablement les paysages forestiers devraient être des éléments majeurs des plans de relèvement nationaux, régionaux et mondiaux établis suite à la crise de la COVID-19, plantant ainsi les graines pour une économie circulaire et une économie verte⁴⁵. Il est clairement indispensable de dégager des possibilités d'investissement qui soient aptes à améliorer les moyens d'existence, n'entraînant aucune déforestation et atténuer le risque de futures zoonoses⁴⁶. Cela devraient comporter des investissements ambitieux pour mettre en œuvre la REDD+ à grande échelle, et un appui important pour remettre en état les centaines de millions d'hectares promis à la restauration des écosystèmes au titre de diverses initiatives internationales et régionales^{47 48 49}, offrant ainsi de vastes occasions de renforcer les économies et les moyens de subsistance ruraux, notamment à travers la création d'emplois.

5

Arrêter la déforestation requiert d'intervenir au-delà du secteur forestier, notamment en transformant les systèmes agricoles et alimentaires. L'expansion agricole est le facteur le plus significatif de la déforestation mondiale et représente environ 73 pour cent du déboisement tropical, dont 40 pour cent est dû à la grande agriculture commerciale et 33 pour cent aux petites activités de subsistance. Parmi les autres causes on trouve l'exploitation minière (7 pour cent), les infrastructures (10 pour cent) et l'expansion urbaine (10 pour cent)⁵⁰. Les facteurs qui sous-tendent la conversion des forêts à l'agriculture sont notamment la croissance démographique, le développement agricole, le manque de sécurité des droits fonciers et la mauvaise gouvernance régissant le changement d'affectation des terres⁵¹. La demande croissante de produits agricoles doit être comblée au moyen de paysages productifs, d'une intensification durable, de systèmes de production intégrés et d'économies circulaires – en s'appuyant aussi bien sur l'innovation que sur les connaissances traditionnelles pour limiter l'expansion des zones agricoles. L'appui à la production et les mesures d'incitation devraient être complétés par une activité de suivi et l'application des réglementations en vue de contenir la conversion des forêts. Là où l'agriculture commerciale est la principale cause du changement d'utilisation des terres, il est nécessaire de renforcer la gouvernance, notamment au travers de garanties sociales et environnementales, d'engagements du secteur public et du secteur privé à ne pas déboiser et de démarches juridiques. Là où c'est l'agriculture de subsistance qui est la cause majeure, l'appui à l'adoption de pratiques de production plus durables doit être complété par des interventions plus vastes de lutte contre la pauvreté et de développement rural, notamment au moyen de la consolidation des droits fonciers. Les modèles de production et consommation durables (ODD 12) sont particulièrement cruciaux pour transformer les systèmes alimentaires en vue de contrer aussi bien la dégradation des ressources naturelles que l'insécurité alimentaire. Réduire la perte et le gâchis de denrées alimentaires, restaurer la productivité des terrains agricoles dégradés, instruire les consommateurs et s'orienter vers des alimentations plus saines dérivant de systèmes de production alimentaire durables peut considérablement contribuer à donner un coup d'arrêt à l'expansion agricole et à la déforestation qui lui est associée⁵².

6

Les feux de forêt dévastateurs sont symptomatiques d'un déséquilibre dans les systèmes naturels, exacerbé par les interventions humaines. Si nous ne travaillons pas à les prévenir, les incendies pourraient devenir l'un des plus importants accélérateurs de la déforestation. Quelque 122 millions d'hectares de forêt en moyenne sont touchés chaque année par les incendies, les ravageurs, les maladies, les espèces envahissantes, la sécheresse et les mauvaises conditions météorologiques, 76 millions d'entre eux étant affectés uniquement par les feux de forêt⁵³. Un cycle de renforcement mutuel est en train d'émerger, associant changement climatique et feux de forêt. Les incendies augmentent la dégradation à travers leurs impacts sur les écosystèmes forestiers, et la dégradation contribue

aux incendies dans les forêts altérées et secondaires marquées par des combustibles exposés, des espèces envahissantes et des feux récurrents, ainsi que par les impacts afférents sur la santé des forêts⁵⁴. Les données disponibles montrent une tendance à une fréquence et une intensité croissantes des feux non contrôlés, ayant des répercussions négatives sur la biodiversité, les services écologiques, le bien-être et les moyens de subsistance des populations et les économies nationales.⁵⁵ Les incendies extrêmes sont le résultat de décisions passées et présentes en matière de politiques, de planification et de gouvernance qui – couplées aux conditions météorologiques de plus en plus difficiles dues au changement climatique – créent des conditions propices pour que les feux se déclenchent et se répandent à travers les paysages, dépassant la capacité des sociétés de les enrayer. Il est essentiel d’agir immédiatement pour empêcher les incendies extrêmes là où c’est possible et pour limiter les conséquences désastreuses de tels événements. Les impacts des feux de forêt extrêmes peuvent être réduits de façon significative au moyen d’investissements dans la prévention des incendies et la gestion intégrée des feux. Appliquer des approches, outils et technologies de ce type est plus rentable sur le long terme que de combattre des incendies plus vastes se diffusant plus rapidement⁵⁶.

7

Assurer la légalité de la production et du commerce de bois et renforcer la gouvernance forestière est crucial pour lutter contre la déforestation.

L’Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) estime que la valeur du commerce illégal de bois se situe dans une fourchette entre 51 et 152 milliards de dollars par an⁵⁷. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction (CITES) promeut la commercialisation viable de quelque 300 espèces de bois à risque de surexploitation grâce à des normes de durabilité et de légalité. Les engagements à la légalité du côté de la demande, tels que ceux pris par les pays producteurs et les pays consommateurs dans le cadre du Plan d’action relatif à l’application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) FAO-UE et des processus d’accords de partenariat volontaire (APV) afférents ont montré que le commerce est un outil efficace pour stimuler les réformes de gouvernance visant à encourager la gestion légale et durable des forêts et le développement économique. En outre, les législations côté demande comme, entre autres, le règlement bois de l’Union européenne (EUTR) et la réglementation sur les importations, l’amendement à la loi Lacey aux États-Unis d’Amérique, la loi japonaise sur le bois propre et la loi sur l’utilisation durable du bois de la République de Corée du Sud, dessinent un environnement commercial global où la légalité des importations de bois doit être démontrée. La certification volontaire est aussi un instrument précieux, qui couvre déjà plus d’un tiers de la production industrielle de bois rond⁵⁸. Pour progresser dans la lutte contre l’illégalité, des engagements continus à la transparence et à l’éradication de la corruption sont nécessaires, de même qu’un financement adéquat et prévisible de

leur mise en pratique. L'application efficace des réglementations dépend de façon déterminante de la manière dont les besoins des peuples autochtones et des communautés locales sont compris et pris en compte⁵⁹.

8

D'importants engagements publics et privés ont été pris pour arrêter et inverser la déforestation, mais la mise en œuvre est en retard et devrait être accélérée.

L'objectif consistant à réduire, arrêter et inverser la perte de superficie forestière a été adopté au titre de divers engagements internationaux par les pays et le secteur privé, notamment à travers les ODD (en particulier l'ODD 15), l'Accord de Paris, les objectifs mondiaux relatifs aux forêts du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts 2030 et la Déclaration de New York sur les forêts (2014), sans oublier l'engagement du Consumer Goods Forum de 2010 de parvenir à une absence nette de déforestation pour les principaux biens forestiers à risque dans les chaînes d'approvisionnement globales avant 2020⁶⁰. L'objectif mondial relatif aux forêts 1 du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts fixe comme cible une augmentation de 3 pour cent de la superficie forestière d'ici à 2030 (résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 71/285). Le Défi de Bonn, lancé en 2011, établit de grandes ambitions pour la restauration des terres déboisées et dégradées. La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 73/284) se propose d'intensifier les efforts pour prévenir, arrêter et inverser la dégradation des écosystèmes partout dans le monde. Toutefois, la mise en œuvre de ces processus n'est pas en bonne voie. Dans les principales filières d'approvisionnement, le nombre de sociétés ayant pris des engagements à garantir une absence de déforestation sont toujours une minorité, et même ces engagements ont été concrétisés trop lentement ou ne sont pas suffisamment ambitieux^{61 62}. Il y a trop peu d'informations de la part de ces entreprises quant aux actions menées et à leurs résultats pour pouvoir juger de leurs avancées dans la réalisation de ces engagements⁶³. Peu de pays ont répondu à leurs engagements au titre du Défi de Bonn à ce jour, seuls deux d'entre eux l'ayant porté à terme (le Pakistan et les États-Unis d'Amérique) et la plupart des autres pays ayant fait part de manière limitée de leurs progrès⁶⁴. Trop souvent, les fruits d'efforts considérables faits dans le cadre de campagnes de plantation d'arbres sont compromis par un entretien insuffisant, entraînant de très faibles taux de survie. Les approches paysagères locales ou intégrées sont de plus en plus vues comme des possibilités d'aligner les actions du secteur privé et du secteur public et d'illustrer les résultats obtenus à l'échelle territoriale⁶⁵. Un regain d'efforts est nécessaire pour résoudre les problèmes auxquels les pays et les entreprises se heurtent en vue de faire avancer le processus de mise en œuvre.

9

La cohérence des politiques – sectorielles, environnementales et économiques – doit être renforcée afin d'accélérer le changement et arrêter la déforestation. Les gouvernements doivent adopter des politiques sectorielles, environnementales et économiques cohérentes, coordonnées et s'appuyant sur des faits, en vue d'harmoniser les mesures d'incitation publiques et d'assurer une mise en œuvre alignée à l'échelon national et infranational. Le degré de cohérence varie à l'heure actuelle considérablement selon les pays, et les décalages existants sont rarement reconnus⁶⁶. Les synergies et les compensations inhérentes aux systèmes d'utilisation des terres doivent être mieux comprises et gérées, y compris à travers la planification intégrée de l'affectation des terres et le dialogue institutionnel. Une faible coordination institutionnelle tout comme des mécanismes institutionnels trop complexes contribuent à des désalignements en termes de politiques⁶⁷. Il est indispensable de disposer de cadres politiques et juridiques clairs régissant l'utilisation des sols et les changements d'affectation des terres, notamment de régimes de propriété foncière sûrs qui reconnaissent les droits coutumiers traditionnels d'usage des terres et des produits forestiers⁶⁸. Les objectifs des politiques nationales devraient être cohérents avec les engagements internationaux tels que les ODD et l'Accord de Paris. Ils devraient en outre refléter les impacts transfrontaliers des stratégies nationales, notamment au travers de mesures pour répondre à la «déforestation importée». La législation appliquée à la chaîne d'approvisionnement, y compris les exigences en matière de contrôle préalable, peuvent accélérer les progrès vis-à-vis d'engagements volontaires existants du secteur privé. Les exigences de contrôle préalable pour les importations devraient être complétées par des mesures visant à renforcer la capacité des pays producteurs de remplir les conditions voulues, de façon à ne pas exclure les pays et les producteurs plus pauvres, ayant une moindre aptitude à démontrer leur conformité aux marchés.

10

Les vrais coûts de la déforestation et la valeur des forêts sur pied ne sont pas reflétés dans les politiques et les décisions d'investissement, ni dans les prix des produits de base. Il est nécessaire de réformer les subventions à l'agriculture afin de réduire le déboisement, catalyser des actions en faveur du climat, protéger la biodiversité et favoriser la sécurité alimentaire. Des signaux forts du marché concernant la valeur des forêts sur pied sont indispensables. La comptabilisation du capital naturel fait des progrès, mais elle est loin d'être adoptée de manière systématique⁶⁹. Les effets potentiellement irréversibles de la déforestation, y compris sur les services écosystémiques, ne sont pas pleinement pris en considération dans la valeur monétaire des forêts déclarée dans les comptes de patrimoine des pays⁷⁰. Les signaux économiques dérivant des politiques et des prix du marché reflètent rarement les coûts sociaux et les avantages procurés par les services écosystémiques, qui demeurent largement non tarifés ou sous-évalués⁷¹. Trop souvent, les responsables politiques ne tiennent pas compte de la

valeur du capital naturel et des services rendus par les écosystèmes lorsqu'ils prennent des décisions en matière de soutien agricole⁷². L'aide à la production agricole s'élève à bien plus de 500 milliards de dollars chaque année mais, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la plupart du soutien à l'agriculture fausse les marchés, étouffe l'innovation et nuit à l'environnement, plutôt que de financer un investissement à long terme⁷³. Les produits de base agricoles étant largement commercialisés, les politiques intérieures de certains pays et leurs mesures d'appui à l'agriculture peuvent entraîner des changements d'affectation des terres dans d'autres pays et conduire à la déforestation⁷⁴. Globalement, l'efficacité des subventions à l'agriculture en termes de bénéfices pour les agriculteurs est faible, et des mesures mieux conçues pourraient réduire les dépenses publiques sans diminuer l'appui effectif au secteur agricole⁷⁵. Réformer les instruments fiscaux et les subsides afin d'encourager une utilisation durable des terres et réorienter les engagements de financement public existants pour stimuler la performance à long terme du secteur agricole et refléter les coûts environnementaux pourrait déclencher un changement systématique, susceptible de faire avancer les objectifs relatifs au climat, à la biodiversité et à la sécurité alimentaire.

11

Pour s'attaquer à la déforestation dans son intégralité, un investissement public plus stratégique est nécessaire, de même qu'un renforcement du financement climatique public et privé à tous les niveaux. Pour pouvoir dégager des investissements à grande échelle dans la conservation et la restauration des forêts, un financement adéquat et prévisible de la REDD+ est requis. La conservation est moins coûteuse que la restauration⁷⁶. Les engagements du secteur privé en matière de climat et l'intérêt afférent pour les compensations carbone dérivant de la réduction du déboisement ont singulièrement augmenté ces dernières années, et les développeurs de projet comme les entreprises clientes s'attendent à des conditions de marché plus stables. Les fonds du secteur public peuvent être utilisés pour aider à établir des conditions propices. Les évaluations des investissements publics dans tous les secteurs doivent inclure une estimation des risques de l'expansion sur les terrains forestiers. Un investissement public spécifique est nécessaire en matière de fourniture et accessibilité des données, suivi et application des règles, appui au régime foncier, recherche et développement, assistance technique à l'intention des petits producteurs en vue de l'adoption de pratiques durables, et protection sociale des populations forestières les plus vulnérables. Un investissement public stratégique peut drainer des montants bien plus importants de financement privé. Les fonds publics devraient faciliter les investissements privés visant à transformer les systèmes de production agricole et alimentaire en modèles plus durables, en utilisant des outils de protection contre le risque tels que les garanties, le financement mixte et l'appui aux initiatives innovantes de microfinancement. Les investissements dans les mesures d'atténuation terrestres constituent à peine 2 pour cent du financement

climatique⁷⁷. Il est urgent de plaider en faveur d'un financement adéquat et prévisible – et de s'y engager –, en vue de gérer durablement tous les types de forêt et de promouvoir les forêts en tant que solution au problème climatique, notamment au travers de la REDD+.

12

Maintenir la superficie forestière et arrêter la déforestation requiert la participation active de toutes les parties prenantes, notamment des peuples autochtones et des communautés locales, des femmes et des jeunes, et exige que leurs droits soient reconnus et protégés. Un dialogue multipartite systématique entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, de même que le long de tous les niveaux de gouvernement, est un moyen de parvenir à une transformation et à des résultats à grande échelle. En tant que régulateurs des forêts, et souvent grands propriétaires de forêts, les gouvernements ont la responsabilité d'établir des processus participatifs, inclusifs et transparents favorisant l'engagement des parties prenantes locales. Cela devrait impliquer une participation significative de celles-ci, afin d'assurer la légitimité des plans d'utilisation des terres et obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé pour la réalisation et le suivi de ces plans⁷⁸. Les organisations de la société civile jouent un rôle clé en tant qu'observateurs vigilants demandant une reddition des comptes aux gouvernements et aux entreprises, et en tant qu'agents du changement stimulant l'innovation sociale et les solutions durables⁷⁹. Un meilleur accès à l'information peut améliorer la transparence et la responsabilité. Les peuples autochtones gèrent approximativement 28 pour cent de la superficie terrestre du globe, s'entrecoupant avec 40 pour cent des zones protégées terrestres et des paysages intacts sur le plan écologique, et 37 pour cent de toutes les terres naturelles restantes⁸⁰. Leurs connaissances traditionnelles sur les forêts et le réservoir d'espèces adaptées aux conditions locales peuvent jouer un rôle crucial en assurant la durabilité des services écosystémiques et de la sécurité alimentaire, et peuvent appuyer la restauration, la régénération et la conservation de la biodiversité⁸¹. Des droits fonciers collectifs sûrs pour les peuples autochtones et les communautés locales sont étroitement corrélés à une diminution du déboisement et de la dégradation des forêts⁸². Renforcer les droits et l'accès aux terres, aux ressources et aux investissements à l'intérieur et autour des forêts représente une opportunité pour inciter les femmes et les jeunes à être des agents du changement et les encourager à une approche durable et à long terme de la gestion des forêts⁸³.

13

L'innovation ouvre la voie à la production de meilleures données pour étayer des processus décisionnels s'appuyant sur des faits, en vue d'arrêter et inverser la déforestation. Des systèmes de suivi des forêts et de l'utilisation des terres sont en train d'être développés au moyen d'outils plus à la pointe que jamais, facilitant ainsi la production de données forestières plus transparentes et plus exactes. Les pays ont de plus en plus accès aux données géospatiales à haute résolution et aux capacités de calcul avancées, et en font un meilleur usage. Ces nouvelles données

forestières augmentent la précision et la transparence des rapports des pays concernant les plans nationaux et les processus politiques, de même que celles des engagements relatifs à la chaîne d'approvisionnement du secteur privé. Des décisions fondées sur des données et des analyses produisent de meilleurs résultats – y compris pour la réalisation de multiples objectifs politiques sectoriels, de divers engagements du secteur privé et, dernièrement, des ODD et des contributions déterminées au niveau national visant à atténuer le changement climatique. Afin d'assurer la fourniture constante de données forestières de haute qualité, les systèmes de suivi des forêts doivent être correctement intégrés dans les dispositifs institutionnels, et appuyés par des accords légaux appropriés. Si dans certains pays les progrès sont déjà impressionnants, dans d'autres davantage d'efforts sont nécessaires pour veiller à ce qu'une base juridique solide soit établie et que les données forestières soient disponibles et pertinentes au regard des préoccupations des acteurs, soient d'une haute qualité technique et soient produites par des systèmes nationaux de suivi des forêts et des institutions disposant des capacités requises et d'une continuité financière⁸⁴.

14

Mobiliser les partenariats et la coopération à l'échelle mondiale est essentiel pour réaliser le changement transformationnel nécessaire pour arrêter la déforestation. La complexité des facteurs directs et indirects du déboisement exige de faire appel à une combinaison de cadres politiques et réglementaires novateurs, à une leadership à la fois publique et privée, aux mouvements citoyens, à un financement adéquat, à l'échange de connaissances et à la coopération technologique. En recourant aux forums existants et aux initiatives internationales sur les forêts, les pays et les régions peuvent approfondir leur compréhension commune des obstacles et des possibilités en matière de lutte contre le déboisement et la dégradation des forêts. Combattre la déforestation et la dégradation des forêts doit également demeurer une priorité des programmes mondiaux sur le changement climatique, la biodiversité, l'agriculture, le commerce international, la réduction de la pauvreté et les droits de l'homme, de même que dans le contexte des initiatives mixtes publiques-privées.

Qu'est-ce que le Partenariat de collaboration sur les forêts?

Le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), créé en 2001 pour soutenir le travail du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), est un arrangement informel volontaire entre 15 organisations internationales et secrétariats qui ont des programmes substantiels portant sur les forêts. Ces organismes partagent leurs expériences et en tirent parti afin de produire de nouveaux avantages pour leurs bases respectives. Ils collaborent pour rationaliser et harmoniser leurs travaux et pour trouver des moyens d'améliorer la gestion et la conservation des forêts ainsi que la production et le commerce de produits forestiers.

Membres: Banque mondiale, Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD), Convention sur la diversité biologique (CDB), Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) et Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

SITE WEB: www.cpfweb.org

- ¹ Gibson, L., Lee, T. M., Koh, L. P., Brook, B.W., Gardner, T.A. Barlow, J., Peres, C.A. *et al.* 2011. Primary forests are irreplaceable for sustaining tropical biodiversity. *Nature* 478, 378–381. <https://doi.org/10.1038/nature10425>
- ² Barlow, J., Gardner, T.A., Araujo, I.S., Ávila-Pires, T.C., Bonaldo, A.B., Costa, J.E., Esposito, M.C. *et al.* 2007. Quantifying the biodiversity value of tropical primary, secondary, and plantation forests. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(47): 18555. <https://doi.org/10.1073/pnas.0703333104>
- ³ Kormos, C., Mackey, B., Dellasala, D., Kumpe, N., Jaeger, T., Mittermeier, R. et Filardi, C. 2017. Primary Forests: Definition, Status and Future Prospects for Global Conservation. Reference Module in *Earth Systems and Environmental Sciences*, pp. 1–11.
- ⁴ FAO. 2020. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2020: Rapport principal*. Rome (version française: 2021) (disponible aussi sur <https://doi.org/10.4060/ca9825fr>) et base de données FRA© 2020 <https://fra-data.fao.org/>
- ⁵ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). 2014. Résumé à l'intention des décideurs. In: *Changements climatiques 2014, L'atténuation du changement climatique. Contribution du Groupe de travail III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [sous la direction de Edenhofer, O., R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, I. Baum, S. Brunner, P. Eickemeier, B. Kriemann, J. Savolainen, S. Schlömer, C. von Stechow, T. Zwickel et J.C. Minx]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York (État de New York), États-Unis d'Amérique.
- ⁶ Shukla, P.R., Skea, J., Slade, R., van Diemen, R., Haughey, E., Malley, J., Pathak, M. et Portugal Pereira, J., dir.pub. 2019. Résumé à l'intention des décideurs. In R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, et al., dir. pub. *Changement climatique et terres émergées: rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (disponible aussi sur https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2020/06/SRCCL_SPM_fr.pdf).
- ⁷ Lovejoy, T.E. et Nobre, C. 2018. Amazon Tipping Point. *Science Advances*, 4(2): eaat2340. <https://doi.org/10.1126/sciadv.aat2340>
- ⁸ Dasgupta, P., Great Britain et Treasury. 2021. *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review. Abridged Version*. Londres (disponible aussi sur https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/957292/Dasgupta_Review_-_Abridged_Version.pdf).
- ⁹ Shukla, P.R., Skea, J., Slade, R., van Diemen, R., Haughey, E., Malley, J., Pathak, M. et Portugal Pereira, J., dir.pub. 2019. Résumé à l'intention des décideurs. In R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, et al., dir. pub. *Changement climatique et terres émergées: rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (disponible aussi sur https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2020/06/SRCCL_SPM_fr.pdf).

- ¹⁰ Goldstein, A., Turner, W.R., Spawn, S.A., Anderson-Teixeira, K.J., Cook-Patton, S., Fargione, J., Gibbs, H.K. *et al.* 2020. Protecting irrecoverable carbon in Earth's ecosystems. *Nature Climate Change*, 10(4): 287–295. <https://doi.org/10.1038/s41558-020-0738-8>
- ¹¹ Pauw, P., Cassanmagnano, D., Mbeva, K., Hein, J., Guarín, A., Brandi, C., Dzebo, A. *et al.* 2017. In: NDC Explorer [en ligne]. https://doi.org/10.23661/NDC_EXPLORER_2017_2.0
- ¹² Vié, J.-C., Hilton-Taylor, C. et Stuart, S.N., dir. pub. 2008. *Wildlife in a changing world. An analysis of the 2008 IUCN Red List of Threatened Species*. UICN, Gland, Suisse. 184 pages (disponible aussi sur <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/RL-2009-001.pdf>).
- ¹³ Burley, J. 2002. La diversité biologique forestière: tour d'horizon. *Unasylva*, 209: 3–9.
- ¹⁴ FAO et PNUE. 2020. *La situation des forêts du monde 2020. Forêts, biodiversité et activité humaine*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8642fr> (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8642fr>).
- ¹⁵ Klein, A.-M., Vaissière, B.E., Cane, J.H., Steffan-Dewenter, I., Cunningham, S.A., Kremen, C. et Tscharntke, T. 2007. Importance of pollinators in changing landscapes for world crops. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, 274(1608): 303–313. <https://doi.org/10.1098/rspb.2006.3721>
- ¹⁶ FAO et PNUE. 2020. *La situation des forêts du monde 2020. Forêts, biodiversité et activité humaine*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8642fr> (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8642fr>).
- ¹⁷ Green, E., McRae, L., Harfoot, M., Simonson, W. et Baldwin-Cantello, W. 2019. Below the Canopy. Plotting global trends in forest wildlife populations. WWF. Gland, Suisse. 23 pp. (disponible aussi sur <https://www.wwf.org.uk/sites/default/files/2019-08/BelowTheCanopyReport.pdf>).
- ¹⁸ Grantham, H.S., Duncan, A., Evans, T.D. *et al.* 2020. Anthropogenic modification of forests means only 40% of remaining forests have high ecosystem integrity. *Nature Communications*, 11, 5978. <https://doi.org/10.1038/s41467-020-19493-3>
- ¹⁹ Grantham, H.S., Duncan, A., Evans, T.D. *et al.* 2020. Anthropogenic modification of forests means only 40% of remaining forests have high ecosystem integrity. *Nature Communications*, 11, 5978. <https://doi.org/10.1038/s41467-020-19493-3>
- ²⁰ FAO et PNUE. 2020. *La situation des forêts du monde 2020. Forêts, biodiversité et activité humaine*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8642fr> (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8642fr>).
- ²¹ Burlingame, B. 2000. Wild Nutrition. *Journal of Food Composition and Analysis*, 13(2): 99–100. <https://doi.org/10.1006/jfca.2000.0897>
- ²² FAO. 2014. *Situation des forêts du monde 2014 – Mieux tirer parti des avantages socioéconomiques des forêts*. Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/i3710f/i3710f.pdf>).
- ²³ FAO et PNUE. 2020. *La situation des forêts du monde 2020. Forêts, biodiversité et activité humaine*. Rome. <https://doi.org/10.4060/ca8642fr> (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/ca8642fr>).

- ²⁴ **FAO.** 2018. *La situation des forêts du monde 2018. Les forêts au service du développement durable.* Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/I9535FR/i9535fr.pdf>).
- ²⁵ **Chao, S.** 2012. Forest peoples: Numbers across the world. Forest Peoples Programme. 27 pp (disponible aussi sur https://www.forestpeoples.org/sites/default/files/publication/2012/05/forest-peoples-numbers-across-world-final_0.pdf).
- ²⁶ **Vörösmarty, C.J., Lévêque, C., Revenga, C., Bos, R., Caudill, C., Chilton, J., Douglas, E.M., Meybeck, M. et Prager, D.** 2005. Chapitre 7. Fresh Water. *Ecosystems and human well-being: current state and trends. Findings of the Condition and Trends Working Group.*, pp. 165–207. Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (disponible aussi sur <https://www.millenniumassessment.org/en/Condition.html>).
- ²⁷ **Mitsugi, H. et Ikram Yaakob, M.S.** 2018. Rapport de synthèse des coprésidents. Article présenté à la Conférence internationale du PCF *Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières – de l'aspiration à l'action.* 14 mars 2018, Rome, Partenariat de collaboration sur les forêts.
- ²⁸ **FAO.** 2018. *La situation des forêts du monde 2018. Les forêts au service du développement durable.* Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/I9535FR/i9535fr.pdf>).
- ²⁹ **FAO.** 2014. *Situation des forêts du monde 2014 – Mieux tirer parti des avantages socioéconomiques des forêts.* Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/i3710f/i3710f.pdf>).
- ³⁰ **FAO.** Non daté. Climate Smart Agriculture Sourcebook - B3 - 1 Forests and climate change. In: *Food and Agriculture Organization of the United Nations* [en ligne]. [Citation 6 janvier 2021]. <http://www.fao.org/climate-smart-agriculture-sourcebook/production-resources/module-b3-forestry/chapter-b3-1/en/>
- ³¹ **Tollefson, J.** 2020. Why deforestation and extinctions make pandemics more likely. *Nature*, 584(7820): pp 175–176. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-02341-1>
- ³² **PNUE et Institut international de recherches sur l'élevage.** 2020. *Preventing the next pandemic: Zoonotic diseases and how to break the chain of transmission.* Nairobi, Kenya, PNUE. 82 pp. (disponible aussi sur <https://www.unenvironment.org/resources/report/preventing-future-zoonotic-disease-outbreaks-protecting-environment-animals-and>).
- ³³ **Jones, K.E., Patel, N.G., Levy, M.A., Storeygard, A., Balk, D., Gittleman, J.L. et Daszak, P.** 2008. Global trends in emerging infectious diseases. *Nature*, 451(7181): pp 990–993. <https://doi.org/10.1038/nature06536>
- ³⁴ **FAO, CIRAD, CIFOR et WCS.** 2021. Livre blanc: Reconstruire en mieux dans un monde post-covid-19: réduire les risques de propagation de maladies à l'homme liés à la faune sauvage. Programme de gestion durable de la faune sauvage (Sustainable Wildlife Management «SWM» Programme). Rome. <https://doi.org/10.4060/cb1503fr>
- ³⁵ **Bloomfield, L.S.P., McIntosh, T.L. et Lambin, E.F.** 2020. Habitat fragmentation, livelihood behaviors, and contact between people and nonhuman primates in Africa. *Landscape Ecology*, 35(4): pp. 985–1000. <https://doi.org/10.1007/s10980-020-00995-w>

- ³⁶ **Rulli, M.C., Santini, M., Hayman, D.T.S. et D’Odorico, P.** 2017. The nexus between forest fragmentation in Africa and Ebola virus disease outbreaks. *Scientific Reports*, 7(1): 41613. <https://doi.org/10.1038/srep41613>
- ³⁷ **Gibb, R., Redding, D.W., Chin, K.Q., Donnelly, C.A., Blackburn, T.M., Newbold, T. et Jones, K.E.** 2020. Zoonotic host diversity increases in human-dominated ecosystems. *Nature*, 584(7821): pp. 398–402. <https://doi.org/10.1038/s41586-020-2562-8>
- ³⁸ **Epstein, J.H., Gurley, E.S., Patz, J.A., Islam, M.S., Luby, S.P., Daszak, P. et Hahn, M.B.** 2014. The Role of Landscape Composition and Configuration on Pteropus giganteus Roosting Ecology and Nipah Virus Spillover Risk in Bangladesh. *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 90(2): pp. 247–255. <https://doi.org/10.4269/ajtmh.13-0256>
- ³⁹ **Wu, X., Nethery, R.C., Sabath, M.B., Braun, D. et Dominici, F.** 2020. Air pollution and COVID-19 mortality in the United States: Strengths and limitations of an ecological regression analysis. *Science Advances*, 6(45): eabd4049. <https://doi.org/10.1126/sciadv.abd4049>
- ⁴⁰ **Moutinho, P., Alencar, A., Rattis, L., Arruda, V., Castro, I. et Artaxo, P.** 2020. *The Amazon in Flames: Deforestation and fire in the Amazon during the COVID-19 Pandemic*. Technical Note [en ligne]. IPAM Amazônia. [Citation 5 janvier 2021]. <http://ipam.org.br>, <https://ipam.org.br/bibliotecas/the-amazon-in-flames-deforestation-and-fire-in-the-amazon-during-the-covid-19-pandemic/>
- ⁴¹ **Brancalion, P.H.S., Broadbent, E.N., de-Miguel, S., Cardil, A., Rosa, M.R., Almeida, C.T., Almeida, D.R.A. et al.** 2020. Emerging threats linking tropical deforestation and the COVID-19 pandemic. *Perspectives in Ecology and Conservation*, 18(4): pp. 243–246. <https://doi.org/10.1016/j.pecon.2020.09.006>
- ⁴² **Nations Unies.** 2020a. A UN Framework for the Immediate Socio-economic Response to COVID-19. UN Executive Office of the Secretary-General (EOSG) Policy Briefs and Papers No. 6. Nations Unies. (disponible aussi sur https://www.un-ilibrary.org/public-health/a-un-framework-for-the-immediate-socio-economic-response-to-covid-19_420812ce-en).
- ⁴³ **Lakner, C., Yonzan, N., Gerson Malher, D., Castaneda Aguilar, R.A., Wu, H. et Fleury, M.** 2020. Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: The effect of new data. In: *World Bank Blogs* [en ligne]. [Citation 5 janvier 2021]. <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-effect-new-data>
- ⁴⁴ **Forum économique mondial.** 2020. The right response to COVID-19 can avert the climate crisis. In: *World Economic Forum* [en ligne]. [Citation 5 janvier 2021]. <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/enlightened-response-covid-19-avert-climate-emergency/>
- ⁴⁵ **FAO.** 2020. Chairperson’s summary report. COVID-19 Forestry Webinar Week, 22–25 June 2020. Building back better: COVID-19 pandemic recovery contributions from the forest sector. In: *Food and Agriculture Organization of the United Nations* [en ligne]. [Citation 5 janvier 2021]. <http://www.fao.org/about/meetings/cofo/covid-19-forestry-webinar-week/chairperson-summary-report/en/>
- ⁴⁶ **Partenariat de collaboration sur les forêts.** 2020. Vers la durabilité: des solutions forestières en réponse à la pandémie COVID-19. Déclaration commune du Partenariat de collaboration sur les

forêts. Nations Unies. <http://www.cpfweb.org/50030-0ac56717b77d74ce65bbff3b550d69d9e.pdf>

⁴⁷ **Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)**. Non daté. The Bonn Challenge. In: *Restore our Future – Bonn Challenge* [en ligne]. [Citation 6 janvier 2021]. <https://www.bonnchallenge.org>

⁴⁸ **Secrétariat exécutif de l'initiative «4 pour 1000»**. Non daté. Bienvenue sur le site de l'initiative "4 pour 1000" [en ligne]. [Citation 6 janvier 2021]. <https://www.4p1000.org>

⁴⁹ **FAO et PNUE**. 2020. Stratégie de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes. Nations Unies. 51 pp. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/31813/ERDStrat.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

⁵⁰ **Hosonuma, N., Herold, M., De Sy, V., De Fries, R.S., Brockhaus, M., Verchot, L., Angelsen, A. et Romijn, E.** 2012. An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. *Environmental Research Letters*, 7(4): 044009. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/7/4/044009>

⁵¹ **FAO**. 2016. *Situation des forêts du monde 2016: Forêts et agriculture: défis et possibilités concernant l'utilisation des terres*. Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/i5588f/i5588f.pdf>).

⁵² **Searchinger, T., Waite, R. et Ranganathan, J.** 2019. *Creating a sustainable food future. A menu of solutions to feed nearly 10 billion people by 2050*. Sous la direction de E. Matthews. Institut des ressources mondiales. 564 pp. (disponible aussi sur https://research.wri.org/sites/default/files/2019-07/WRR_Food_Full_Report_0.pdf).

⁵³ Moyenne de la période 2000-2017, calculée à partir des données de la plateforme de l'Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO, ©FRA 2020: <https://fra-data.fao.org/WO/fra2020/disturbances/> et <https://fra-data.fao.org/WO/fra2020/areaAffectedByFire/>

⁵⁴ **Robinne, F.-N., Burns, J., Kant, P., Flannigan, M.D., Kleine, M., de Groot, B. et Wotton, D.M., dir. pub.** 2018. Global fire challenges in a warming world. Summary Note of a Global Expert Workshop on Fire and Climate Change. *IUFRO Occasional Paper*. Article présenté lors de l'Atelier mondial d'experts sur les incendies et les changements climatiques, décembre 2018, Vienne. (disponible aussi sur https://www.researchgate.net/publication/330565929_Global_Fire_Challenges_in_a_Warming_World).

⁵⁵ **Robinne, F.-N., Burns, J., Kant, P., Flannigan, M.D., Kleine, M., de Groot, B. et Wotton, D.M., dir. pub.** 2018. Global fire challenges in a warming world. Summary Note of a Global Expert Workshop on Fire and Climate Change. *IUFRO Occasional Paper*. Document présenté lors de l'Atelier mondial d'experts sur les incendies et les changements climatiques, décembre 2018, Vienne. (disponible aussi sur https://www.researchgate.net/publication/330565929_Global_Fire_Challenges_in_a_Warming_World).

⁵⁶ **Banque mondiale**. 2020. Managing Wildfires in a Changing Climate. World Bank Policy Note. World Bank Group, PROFOR. 34 pp. (disponible aussi sur https://www.profor.info/sites/profor.info/files/PROFOR_ManagingWildfires_2020_final.pdf).

⁵⁷ **INTERPOL**. 2016. *Uncovering the Risks of Corruption in the Forestry Sector*. 20 pp. (disponible aussi sur https://globaltimbertrackingnetwork.org/wp-content/uploads/2017/12/INTERPOL_2016_Uncovering-the-Risks-of-Corruption-in-the-Forestry-Sector.pdf).

- ⁵⁸ Mitsugi, H. et Ikram Yaakob, M.S. 2018. Rapport de synthèse des coprésidents. Article présenté à la Conférence internationale du PCF *Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières – de l'aspiration à l'action*. 14 mars 2018, Rome, Partenariat de collaboration sur les forêts.
- ⁵⁹ Mitsugi, H. et Ikram Yaakob, M.S. 2018. Rapport de synthèse des coprésidents. Article présenté à la Conférence internationale du PCF *Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières – de l'aspiration à l'action*. 14 mars 2018, Rome, Partenariat de collaboration sur les forêts.
- ⁶⁰ FAO. 2018. *Zero-deforestation commitments: A new avenue towards enhanced forest governance?* Forestry Working Paper No. 3. Rome 44 pp. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/en/c/19927EN/>).
- ⁶¹ NYDF Assessment Partners. 2019. *Protecting and Restoring Forests. A story of large commitments yet limited progress*. New York Declaration on Forests Five-Year Assessment Report. 96 pp. (disponible aussi sur <https://forestdeclaration.org/images/uploads/resource/2019NYDFReport.pdf>).
- ⁶² Taylor, R. et Streck, C. 2018. Ending Tropical Deforestation: The Elusive Impact of the Deforestation-Free Supply Chain Movement. In: *World Resources Institute (WRI)* [en ligne]. [Citation 5 janvier 2021]. <https://www.wri.org/publication/ending-tropical-deforestation-elusive-impact-deforestation-free-supply-chain-movement>
- ⁶³ FAO. 2018. *Zero-deforestation commitments: A new avenue towards enhanced forest governance?* Forestry Working Paper No. 3. Rome 44 pp. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/documents/card/en/c/19927EN/>).
- ⁶⁴ Fagan, M.E., Reid, J.L., Holland, M.B., Drew, J.G. et Zahawi, R.A. 2020. How feasible are global forest restoration commitments? *Conservation Letters*, 13(3). <https://doi.org/10.1111/conl.12700>
- ⁶⁵ Seymour, F. et Harris, N.L. 2019. Reducing tropical deforestation. *Science*, 365(6455): pp. 756–757. <https://doi.org/10.1126/science.aax8546>
- ⁶⁶ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2020. *Vers une utilisation durable des terres: Aligner les politiques en matière de biodiversité, de climat et d'alimentation*. Paris, OCDE. (disponible aussi sur https://www.oecd-ilibrary.org/environnement/vers-une-utilisation-durable-des-terres_9a64358a-fr).
- ⁶⁷ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2020. *Vers une utilisation durable des terres: Aligner les politiques en matière de biodiversité, de climat et d'alimentation*. Paris, OCDE. (disponible aussi sur https://www.oecd-ilibrary.org/environnement/vers-une-utilisation-durable-des-terres_9a64358a-fr).
- ⁶⁸ FAO. 2016. *Situation des forêts du monde 2016: Forêts et agriculture: défis et possibilités concernant l'utilisation des terres*. Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/i5588f/i5588f.pdf>).
- ⁶⁹ Hein, L., Bagstad, K.J., Obst, C., Edens, B., Schenau, S., Castillo, G., Soulard, F. *et al.* 2020. Progress in natural capital accounting for ecosystems. *Science*, 367(6477): 514. <https://doi.org/10.1126/science.aaz8901>

- ⁷⁰ Lange, G.-M., Wodon, Q. et Carey, K. 2018. *The Changing Wealth of Nations 2018 : Building a Sustainable Future*. Washington, DC: Banque mondiale. (disponible aussi sur <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29001>).
- ⁷¹ TEEB for National and International Policymakers. 2009. *The Economics of Ecosystems and Biodiversity*. 429 pp. (disponible aussi sur <http://doc.teebweb.org/wp-content/uploads/2014/04/TEEB-in-national-and-international-Policy-Making2011.pdf>).
- ⁷² The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB). 2018. *Measuring what matters in agriculture and food systems: a synthesis of the results and recommendations of TEEB for Agriculture and Food's Scientific and Economic Foundations report*. Genève, Suisse, Programme des Nations Unies pour l'environnement. (disponible aussi sur <http://teebweb.org/our-work/agrifood/reports/measuring-what-matters-synthesis/>).
- ⁷³ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2020. *Government policies providing more than USD 500 billion to farmers every year distort markets, stifle innovation and harm the environment* [en ligne]. [Citation 5 janvier 2021]. <http://www.oecd.org/agriculture/news/government-policies-providing-more-than-usd-500-billion-to-farmers-every-year-distort-markets-stifle-innovation-and-harm-the-environment.htm>.
- ⁷⁴ Persson, M., Henders S. et Kastner T. 2014. *Trading Forests: Quantifying the Contribution of Global Commodity Markets to Emissions from Tropical Deforestation*. Working Paper 384, CGD Climate and Forest Paper Series 8, Center for Global Development, Washington, DC.
- ⁷⁵ Gautam, M., Hayde, E. et Zhand, Y. 2021. *Agriculture, Subsidies and Forests Designing fiscal instruments for sustainable forests*. Banque mondiale, Washington DC 33 pp. (disponible aussi sur https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/cif_enc/files/knowledge-documents/designing_fiscal_instruments.pdf).
- ⁷⁶ Dasgupta, P., Great Britain et Treasury. 2021. *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*. Abridged Version. 103 pp. (disponible aussi sur: https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/957292/Dasgupta_Review_-_Abridged_Version.pdf).
- ⁷⁷ Climate Policy Initiative (CPI). 2019. *Global Landscape of Climate Finance 2019*. Londres, Climate Policy Initiative. 38 pp. (disponible aussi sur <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2019/11/2019-Global-Landscape-of-Climate-Finance.pdf>).
- ⁷⁸ FAO. 2016. *Situation des forêts du monde 2016: Forêts et agriculture: défis et possibilités concernant l'utilisation des terres*. Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/i5588f/i5588f.pdf>).
- ⁷⁹ Mitsugi, H. et Ikram Yaakob, M.S. 2018. Rapport de synthèse des coprésidents. Article présenté à la Conférence internationale du PCF *Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières – de l'aspiration à l'action*. 14 mars 2018, Rome, Partenariat de collaboration sur les forêts.
- ⁸⁰ Garnett, S.T., Burgess, N.D., Fa, J.E., Fernández-Llamazares, Á., Molnár, Z., Robinson, C.J., Watson, J.E.M. *et al.* 2018. A spatial overview of the global importance of Indigenous lands for conservation. *Nature Sustainability*, 1(7): pp. 369–374. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0100-6>

⁸¹ Levis, C., Costa, F.R.C., Bongers, F., Peña-Claros, M., Clement, C.R., Junqueira, A.B., Neves, E.G. *et al.* 2017. Persistent effects of pre-Columbian plant domestication on Amazonian forest composition. *Science*, 355(6328): 925. <https://doi.org/10.1126/science.aal0157>

⁸² FAO, PNUE et UNDP. 2019. *Collective tenure rights: Realizing the potential for REDD+ and sustainable development*. Information brief 12 pp. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/CA6013EN/CA6013EN.pdf>).

⁸³ FAO. 2018. *La situation des forêts du monde 2018. Les forêts au service du développement durable*. Rome. (disponible aussi sur <http://www.fao.org/3/I9535FR/i9535fr.pdf>).

⁸⁴ FAO. 2021. *Institutionalisation of forest data: Establishing legal frameworks for sustainable forest monitoring in REDD+ countries*. Rome. 48 pp. <https://doi.org/10.4060/cb3525en>